

M. McGrath: Monsieur le Président, le ministre peut-il communiquer à la Chambre les résultats de ses entretiens avec l'ancien ministre de l'Agriculture qui avait fait des projets importants pour remédier à la situation, projets qui n'avaient pas eu l'heur de plaire à ses collègues du gouvernement précédent?

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de m'entretenir une heure la semaine dernière avec l'honorable M. Whelan. J'ai cru qu'il ne seyait guère de revenir sur les affaires de l'ancien gouvernement. Je lui ai donc parlé de ses responsabilités à titre de président du Conseil mondial de l'alimentation et des recommandations qu'il pourrait nous faire. Il avait certaines recommandations précises et utiles à formuler auxquelles nous donnons suite et j'espère, tout comme M. MacDonald, que nous serons en mesure de profiter de l'excellente expérience de M. Whelan pour permettre au Canada de poursuivre ses efforts en vue de lutter efficacement contre la crise en Éthiopie.

● (1230)

M. de Corneille: Monsieur le Président, tout d'abord, je voudrais me joindre à tous ceux qui ont félicité le ministre de son voyage et de ses efforts en faveur de ceux qui souffrent. Je suis également heureux d'entendre ses remarques au sujet de l'honorable Eugene Whelan. Malheureusement, il n'est plus à même de remplir un mandat et d'exécuter une tâche dont il se serait si bien acquitté.

Ma question porte sur une somme de 27 millions qui est bien problématique. S'agit-il de 27 millions qu'il aurait trouvés et qui auraient été retranchés par le dernier gouvernement? A-t-il trouvé cette somme avant la déclaration ou l'annulation effectuées par le ministre des Finances (M. Wilson) ou bien après? D'où viennent ces 27 millions? Du budget après la déclaration du ministre des Finances, ou bien cette somme a-t-elle été dégagee avant l'annonce du ministre?

Comme de nombreux Canadiens, je n'arrive pas à me retrouver dans ces chiffres. D'une part, le gouvernement réduit les crédits au titre de l'aide étrangère dans la déclaration du ministre des Finances, mais il trouve ensuite des fonds retranchés par l'ancien ministre auxquels il ajoute certains nouveaux articles. Il s'agit d'un tour de passe-passe quelconque. Le ministre expliquera-t-il aux Canadiens ce qui se passe au juste? Il dit que c'est clair. Je ne trouve pas.

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, je vais m'expliquer pour la troisième fois. Disons tout d'abord que c'est le gouvernement qui a invité l'honorable Eugene Whelan à demeurer à la présidence du Conseil mondial de l'alimentation après avoir décidé de ne pas sanctionner la nomination d'un ambassadeur à l'Organisation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Comme tous les députés à la Chambre, je

Déclarations de ministres

suis fort aise de voir qu'il s'est rendu à l'invitation du gouvernement, ce qui lui permettra d'assumer une charge qui l'intéresse et de se prononcer, avec une certaine autorité, sur des questions qui concernent le Canada et le monde entier.

Quant à l'argent en question, l'ex-gouvernement libéral avait déjà réduit l'aide à l'étranger l'été dernier. Dans son exposé économique, le ministre des Finances a rappelé que le gouvernement conservateur avait décidé d'annuler la majeure partie des compressions que le gouvernement libéral avait faites l'été dernier au titre du développement international et de l'aide à l'étranger. C'est grâce à cette décision du gouvernement que 28 millions de dollars ont été versés au fonds africain.

Nous avons réussi également à réunir 20 millions de dollars que je n'aurais pas pu normalement obtenir en ma qualité de ministre chargé de l'Agence canadienne de développement international et des affaires extérieures. Cet argent est maintenant disponible pour le fonds spécial africain. J'espère que cette fois la Chambre m'a bien compris.

M. Thacker: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark). Certains de mes électeurs m'ont demandé de m'assurer que notre aide alimentaire et autre soit répartie également dans toute l'Éthiopie. Le ministre pourrait-il nous donner pareille assurance? Ils estiment que personne ne devrait mourir de faim parce qu'il ne partage pas l'idéologie du gouvernement actuel de ce pays.

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, c'est justement pour m'en assurer que je me suis rendu en Éthiopie avec d'autres députés des Communes qui faisaient partie de notre délégation. Je ne saurais donner de garantie absolue au député. Il y aura des accrocs dans l'acheminement de notre aide. Mais je peux dire à la Chambre, et je crois que tous les autres Canadiens qui étaient sur les lieux partagent mon point de vue, que le gouvernement de l'Éthiopie donne la priorité à cette question et qu'il a mis sur pied un système de distribution fort efficace, d'après les organismes non gouvernementaux qui travaillent en Éthiopie, pour s'assurer que l'aide va à ceux qui ont faim.

La guerre civile sévit actuellement dans ce pays. Nous avons adopté cette formule en partie parce que bon nombre d'organismes privés, financés grâce au fonds que le gouvernement a créé, acheminent leur aide via le Soudan au lieu de passer par l'entremise du gouvernement éthiopien afin de s'assurer que ceux qui ne sont pas du côté du gouvernement dans cette guerre civile profitent eux aussi de cette aide. A cause de cette guerre civile, je ne saurais garantir que personne ne sera oublié, mais je crois que les mesures que le gouvernement de l'Éthiopie a prises et tout le soin minutieux que nous avons mis à instituer ce fonds permettent de faire tout ce qui est humainement possible pour que notre aide parvienne effectivement aux Éthiopiens qui meurent de faim.

Des voix: Bravo!